

Zeitschrift: Domaine public

Herausgeber: Domaine public

Band: - (1979)

Heft: 513

Artikel: Structures et conjoncture : révolution industrielle et plein-emploi [à suivre]

Autor: [s.n.]

DOI: <https://doi.org/10.5169/seals-1016616>

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. [Siehe Rechtliche Hinweise.](#)

Conditions d'utilisation

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. [Voir Informations légales.](#)

Terms of use

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. [See Legal notice.](#)

Download PDF: 30.03.2025

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, <https://www.e-periodica.ch>

Révolution industrielle et plein-emploi

Dans son dernier rapport annuel (le 109e, pour les amateurs), l'Union suisse du commerce et de l'industrie, le Vorort en bref, n'innove pas en matière de politique économique. Ce n'est pas ce qu'on lui demande d'ailleurs. On trouve donc dans ces pages qui traditionnellement ne passionnent guère que quelques archivistes et quelques spécialistes du pouls de la société helvétique tous les thèmes développés par le patronat ces derniers mois : alerte au "dirigisme étatique", alerte aux intellectuels qui pourrissent le climat de paix du travail, priorité à l'économie de marché pure et dure. S'il y a un changement, c'est dans le ton qui ne laisse plus place à la moindre concession de coloration sociale. Foin de scrupules, c'est notamment tout le régime des assurances sociales qui est mis en cause. Le président Louis von Planta : "Il ne serait pas réaliste de fermer les yeux sur la zone de périls dans laquelle nous risquons de glisser si on ne parvient pas à briser le rythme actuel de croissance des charges fiscales et sociales et à endiguer le flot débordant des réglementations administratives dans lequel les entreprises sont toujours plus exposées à se noyer".

Un des accents de la "démonstration" du Vorort mérite toutefois d'être relevé; un des chaînons des revendications présentées vaut d'être mis en perspective : c'est cette attaque en règle contre les ébauches (oh, bien timides!) de politique structurelle mis en place par la Confédération.

Ecoutez le Vorort : "(...) Non seulement les conditions de concurrence en seraient faussées, à l'encontre du principe de rende-

ment, mais on risquerait encore de provoquer des évolutions malencontreuses en matière d'innovation, de technologie et d'investissement, sans parler des pertes d'efficacité que subirait inévitablement notre économie si on faisait obstacle au processus naturel, en l'empêchant de s'acheminer vers de nouvelles structures conformes aux indications du marché. Plus la part de l'Etat dans le produit national brut s'élève, plus s'affaiblit la souplesse du système économique, plus se dégradent les conditions générales dont les entreprises doivent tenir compte dans leurs décisions, plus se rétrécit la base permettant une utilisation optimale des forces productives et plus on s'éloigne du régime d'économie de marché par un grignotement progressif des espaces de liberté élémentaire".

UN CLIMAT DÉTÉRIORÉ

Le discours est transparent. Pas besoin d'y revenir en détails : si on parle de "forces productives", c'est pour insister sur leur indispensable "utilisation optimale". Ce qui est plus intéressant en revanche, c'est de rappeler dans quel climat — plus exactement dans quel climat détérioré par les excès d'impuissance caractéristique d'un régime d'économie de marché tel qu'on le connaît en Suisse — le Vorort se permet de

ANNEXE A. 1965-1975: LES SECTEURS ÉCONOMIQUES EN SUISSE.

	Total	Primaire	Secondaire	Tertiaire
1965	2'763'315	252'392	1'412'628	1'098'295
1975	2'705'781	168'046	1'213'615	1'324'120
Evolution 1965/1975	- 57'534	-84'346	- 199'013	+ 225'825

mettre en avant les "libertés élémentaires". Prenons un exemple qui nous permettra d'aborder de front certaines difficultés "structurelles" auxquelles la Suisse doit faire face aujourd'hui : les incidences de l'affirmation généralisée de l'électronique sur le marché de l'emploi.

Pour le Vorort, semble-t-il, tout est clair : c'est le marché laissé à son évolution "naturelle" qui permettra de tirer parti au mieux de l'innovation technologique. Pas d'intervention donc ! Punkt, Schluss !

STABILITÉ TROMPEUSE

Pour apprécier la situation, un petit tableau d'ensemble est indispensable. Place, en conséquence, à quelques chiffres ! Ces quinze dernières années, le nombre d'emplois total a diminué en Suisse de "grosso modo" 58 000 unités (de 2.763.000 à 2.705.000). D'aucuns parlent de "stabilité". En chiffres bruts, peut-être. Par rapport à la population résidante, certainement pas. Et par-dessus tout, cette évolution masque mal de profondes mutations que le Vorort lui-même ne peut ignorer : gonflement spectaculaire du secteur des "services" dont les effectifs augmentent de 226.000, et amaigrissement tant du secteur "primaire" que du "secondaire" qui per-

dent respectivement 84.000 et 200.000 personnes.

On admet qu'une partie des travailleurs indésirables dans l'agriculture et l'industrie ont été récupérés par le secteur des "services" où — c'est une caractéristique importante — les gains en productivité ont été jusqu'ici faibles (voir, ci-dessous, l'annexe A : les personnes occupées en Suisse de 1965 à 1975, par secteurs économiques; source : Recensements fédéraux des entreprises 1965 et 1975).

Ces statistiques ne résument pourtant que très imparfaitement certains bouleversements dans le marché du travail dans notre pays. Examinons par exemple plus en détails une période critique, celle qui va du troisième trimestre de 1973 au troisième trimestre de 1976. Pendant ces trois années-là, le nombre des travailleurs a diminué de 340.000 personnes, soit près de 11% du total. Le Vorort voudrait probablement nous faire croire que cette "crise" était due à un fonctionnement perturbé (par l'Etat) de l'économie de marché... La réalité est que l'économie de marché n'a pas trouvé de parade à la première crise de l'énergie, entre autres (on parle alors commodément, dans les milieux patronaux, de circonstances internationales imprévisibles et dépassant les zones d'influence nationales...). Réponse de l'économie à ce tassement : le départ de 220.000 étrangers, "retraite" (personnel féminin, âgé, à domicile) de 110.000 personnes parmi la main d'œuvre suisse. La stagnation perdure aujourd'hui, même si certains secteurs en sont déjà à demander de nouveaux contingents de travailleurs étrangers taillables et corvéables à merci, pour absorber des tensions sur le marché de l'emploi. Passons maintenant à quelques perspectives d'avenir, notamment pour les dix prochaines années !

Un facteur déterminant : le réservoir de population et de personnes actives.

LE RÉSERVOIR D'ACTIFS

Globalement, on admet que jusqu'en 1991, le nombre potentiel des "actifs" pourrait s'accroître de 110.000 personnes environ (voir l'annexe B : la population et le potentiel des personnes actives en Suisse de 1976 à 1991 — en milliers —; Projections démographiques pour la Suisse, 1976-2006, Berne 1977).

Côté demande de main d'œuvre pendant cette même période, les "experts" s'accordent à être pessimistes, sans toutefois s'aventurer plus loin que dans la définition de "tendances". Mouvement général pour prévoir un ralentissement de la croissance. Et on s'entend en sus sur quelques facteurs qui pourraient expliquer cette évolution :

ANNEXE B. 1976-1991 : LES ACTIFS ET LA POPULATION EN SUISSE (EN MILLIERS).

tassement de la demande intérieure (stagnation démographique, saturation de certains besoins), situation critique d'une partie de l'industrie d'exportation face à la concurrence internationale (franc suisse, etc.), transfert de certaines production dans le tiers-monde.

C'est dans un tel paysage économique et social qu'intervient la poussée de l'électronique que nous avons choisie comme point de repère.

LES VISAGES DU PROGRÈS

Avant même de cerner le phénomène de plus près, il est un constat qui impressionne : jusqu'ici, sous nos latitudes, le progrès technologique est toujours apparu comme la garantie la plus sûre du plein-emploi, même si la substitution de la machine au travail de l'homme a toujours été, en un premier sta-

SUITE ET FIN AU VERSO ➔

	<u>1976</u>	<u>1981</u>	<u>1986</u>	<u>1991</u>
Population globale	6'333,2	6'250,0	6'255,7	6'341,7
dont :				
groupe d'âge de 15 à 64 ans	4'124,8	4'164,9	4'260,6	4'266,1
potentiel des personnes actives avec un taux d'activité de 65 %	2'676	2'707,2	2'769,4	2'773
augmentation moyenne annuelle des personnes actives par rapport à la période quinquennale précédente		6,24 %	12,4 %	0,72 %

Révolution industrielle et plein-emploi

de, considérée avec méfiance par le monde du travail. Cette fois-ci, l'inquiétude trouve des relais partout : cette nouvelle révolution industrielle ne va-t-elle pas bouleverser le marché de l'emploi ?

Les réponses à cette question sont de première importance dans l'ensemble des secteurs d'activité. Voit-on par exemple les cantons définir valablement leurs objectifs en matière d'emplois dans le cadre d'une politique de promotion économique sans s'être déterminés sur ce point ? A ce chapitre, les études prévisionnelles classiques brillent quant à elles par leur "neutralité" : la main d'œuvre libérée ici devrait trouver de l'embauche là (et les spécialistes d'exalter les vertus de la mobilité professionnelle et géographique des travailleurs).

De fait, l'évolution économique des sociétés a toujours été fortement impressionnée par les changements technologiques : en général, ils ont provoqué une utilisation accrue du capital, dans le même temps où certains secteurs réalisaient d'importantes "économies" de main d'œuvre (la forte croissance des années d'après-guerre a permis d'"éponger" ces bouleversements dans une utilisation accrue de personnels dans les secteurs en pleine expansion et à faible productivité).

C'est là qu'il faut mettre en lumière, sous l'angle économique, certaines caractéristiques de l'électronique; distinguons-en trois : — possibilités d'application tous azimuts, pratiquement, dans l'industrie et dans les "services";

— coût marqué par des baisses importantes et rapides (le prix de certains éléments a baissé de 1000% ces dernières années);

— retombées importantes à la fois sur le capital et sur le volume de la main d'œuvre, toujours dans le sens de plus grandes économies.

Poursuivre cette petite revue, c'est mettre en évidence certaines constantes déjà manifestes, tant en ce qui concerne les biens d'équipement que les biens de consommation.

a. Pour ce qui est des *biens d'équipement*, ceux d'entre eux incorporant l'électronique, ont le vent en poupe d'ores et déjà pour deux raisons très simples :

— économie de main d'œuvre : ils sont fabriqués, par rapport aux anciens biens d'équipement qu'ils remplacent, selon des normes de productivité plus élevées; utilisés, ils entraînent souvent une amélioration de la productivité (d'où une nouvelle réduction de l'emploi);

— économie de capital : manifeste lorsque ces nouveaux biens remplacent des équipements de type mécanique (accélération et/ou simplification du processus de production grâce à, par exemple, une diminution du temps de mise au point; miniaturisation facilitée; compression des travaux de sous-traitance).

b. Pour les *biens de consommation* : incorporant l'électronique, l'évolution semble plus incertaine, surtout au chapitre des effets sur l'emploi. La nouvelle technologie donnera certainement naissance à de nouveaux produits en quantité de plus en plus appréciable. Par ailleurs, dans certains secteurs industriels, le passage — même mesuré — à l'électronique a provoqué des baisses de l'emploi : voir l'horlogerie. La retombée la plus massive : le transfert de la production dans des zones marquées par l'existence d'une main d'œuvre bon marché (radios, télévisions, petites calculatrices, tous produits intégrant sans trop de difficulté une technologie "de pointe"; comme certaines catégories de montres). (A suivre)

Les cuisinières de M. Micuta

Je me trouvais il y a peu de temps dans le parc du Château de Bellerive à Genève où le Prince Sadrudin Aga Khan avait organisé à l'instigation et avec la collaboration active de Waclaw Micuta une exposition "Energies primaires au service du développement". Exposition très bien faite et commentée avec un brio et une compétence dont à ma connaissance seul M. Micuta est capable.

Il y avait là des cuisinières à bois ultra-simples mais très efficaces, multipliant par six le rendement obtenu d'habitude en cuisinant sur un feu ouvert. Des brouettes à grande roue pour le transport sur des chemins cahoteux. Une éolienne faite avec des vieux barils coupés en deux. Un séchoir solaire pour des fruits ou légumes. Un manège avec transmission pour actionner diverses machines à battre ou moudre. Un digesteur produisant du biogaz, etc. Très bien. Après la visite de l'exposition, le repas. Très bien, lui aussi.

BAGATELLES

Dans la "Feuille officielle suisse du commerce" (no. 208). Les lecteurs inspirés apprennent avec plaisir que l'association annoncée en janvier 1978 sous le nom de Sekai Mahikari Bunmei Kyodan (à Genève) s'appelle maintenant "Association Mahikari, Lumière de Vérité". Le but lui aussi a été modifié; il devient : "Vénérer Dieu, Créateur de l'univers et de l'humanité...". Ah bon, parce qu'avant ? Nul ne le saura probablement jamais. Par ailleurs, pour votre édification, sachez que les promoteurs "feront connaître aux hommes les enseignements spirituels de Kotama et de Keiju Okada; ils guideront les hommes selon